

La clé de tout, le renseignement

Par XAVIER RAUFER



PATRICK JAFFRAT

Et si, à Marseille et alentour, les tueries à l'arme de guerre n'étaient pas le mal lui-même mais le symptôme d'un drame plus profond ? Dans l'ensemble de la région Paca, des magistrats s'inquiètent en privé : pourquoi la police semble-t-elle paralysée face au banditisme ? Pourquoi n'y a-t-il plus de grosses saisies de cocaïne en Paca depuis deux ans ? Pourquoi les arrestations de gros truands échouent-elles régulièrement, les policiers faisant irruption à l'aube dans des planques récemment évacuées pour n'y trouver qu'un lit encore chaud ?

Répondre à ces questions, c'est régler l'affaire au fond – plutôt que de se focaliser sur les kalachnikovs, simples objets inertes, en eux-mêmes inoffensifs si nul bandit n'en use.

Quant à envoyer l'armée régler la question, qui peut prendre cette proposition au sérieux ? Jamais une armée n'est efficace contre des criminels noyés dans une population complice (l'économie souterraine) ou apeurée (loi du silence). Il ne s'agit pas ici de la bataille d'Alger mais de neutraliser de fort classiques bandes criminelles, face auxquelles une police vite et bien informée est efficace.

Et que la police soit vite et bien informée est un problème politique, de gouvernement, puisqu'en France la police est nationale.

Que devrait faire le gouvernement en matière de lutte contre les bandes criminelles ? Ce que les services spéciaux et la police française font déjà fort bien avec les islamistes : du renseignement ciblé. Mais, hors de Paris, notre police ne fait quasiment pas de renseignement criminel. Le ministre de l'Intérieur et le nouveau chef de la DCRI devraient d'urgence agir en ce sens. Quand on saura, précisément et assez tôt, ce que prépare le milieu, quand on découvrira qui le protège et qui l'informe – ce qui est plus crucial encore –, le problème sera en voie de résolution.

Et qu'a fait jusqu'à présent le gouvernement ? Présentement, de la "com". Et, dans le registre symbolique, de sérieuses erreurs.

Imprudemment, Mme Taubira a clamé qu'elle allait vider les prisons : imaginez le sentiment d'impunité envirant qui, à l'annonce de tels principes, peut être celui de jeunes voyous pas toujours très subtils !

Trop de signaux contradictoires ont été envoyés aux forces de l'ordre. Le gouvernement, qui exige aujourd'hui des résultats rapides, voulait il y a quelques mois encore que les policiers remettent un récépissé aux individus dont ils contrôlent l'identité !

Que la police soit vite et bien informée est un problème politique, puisqu'en France la police est nationale.

Pis encore : alors qu'en août une vague de violence impressionnante a déferlé sur la France, qu'à Marseille, toujours en avance en termes d'imagination criminelle, un avion était braqué sur la piste d'un aéroport – une première absolue, y compris en Afrique, y compris en Amérique du Sud ! –, qu'au début du mois de septembre à Bordeaux des bandes s'affrontaient au fusil dans la cour d'une école, Mme Geneviève Fioraso, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, annulait brutalement la création d'une nouvelle section de criminologie au Conseil national des universités ! Ce triste diktat fait fâcheusement songer aux excès de 1794 : « *La République n'a pas besoin de savants.* »

Dans la France de 2012, une ministre de la Recherche décide donc, "à la soviétique", de ce qui est scientifique ou pas ! L'irénisme et le lyssenkisme seraient-ils devenus les deux mamelles sécuritaires du gouvernement ? Au secours, François Hollande, le crime les rend fous ! ●